

## Plan de travail annuel

Pays : Djibouti

**Résultat(s) de l'UNDAF :**

D'ici à 2017, Les communautés rurales et les écosystèmes sont plus résilients face aux changements climatiques

**Résultat(s) attendu(s) du CP**

*(Lié(s) à l'intervention et extraits du CPAP)*

Communautés vulnérables mieux équipées pour faire face aux effets du changement climatique

**Entité d'exécution :**

PNUD

**Agence de mise en oeuvre :**

PNUD

**Partenaire de réalisation :**

UNFD

Le projet proposé va augmenter l'accès à l'eau pour les populations rurales des villages Assamo, Dhourreh et Guestir à travers la construction de galeries d'infiltration. Ces régions ont subi l'impact de la sécheresse de longue durée entre 2008 et 2012 qui a occasionné la diminution des niveaux de nappe. Il est urgent d'augmenter les volumes d'eau disponibles pour les populations qui habitent dans ces régions.

Période couverte par le Programme : 2013-2017  
Composante du Programme : Résilience au changement climatique & Gestion des Risques et des Catastrophes  
Titre de l'intervention : Amélioration de l'accès à l'eau – DIM-  
Code budgétaire : Award: 00077483  
Projet : 000 88232  
Durée : Novembre 2013-Août 2014

Budget : 149.270 \$

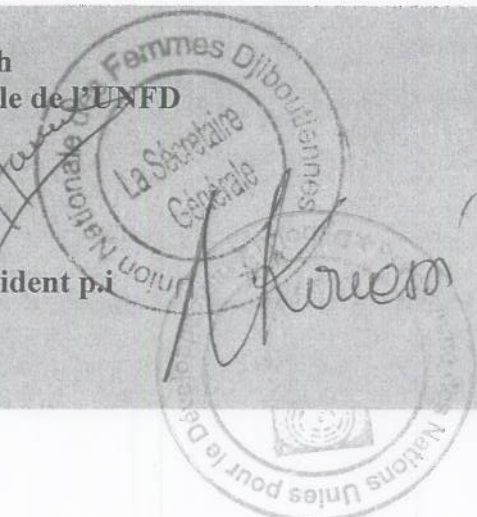
Ressources allouées :

- Gouvernement
  - Donateur CERF
  - Donateur \_\_\_\_\_
  - Donateur \_\_\_\_\_

Partie du budget non financée : \_\_\_\_\_

Approuvé( UNFD) : Hawa Djama Idleh  
Secrétaire Générale de l'UNFD

Approuvé (PNUD) : Nicole Kouassi  
Représentant Résident p.i



## **I. Analyse de la Situation**

Djibouti est situé au Nord-Est de l'Afrique, dans le golfe d'Aden à la Mer Rouge. Il compte 314 km de côtes et partage une frontière avec l'Erythrée, l'Ethiopie et la Somalie. Le pays est principalement un semi-désert pierreux, avec des plateaux et des montagnes dispersés. Djibouti a une superficie d'environ 23.000 km<sup>2</sup> et une population de 818 200 personnes (RGPH 2009) en croissance de 2,8 % par an. Plus de 60 % de la population vit en milieu urbain, avec près de 58,1% dans la capitale. A Djibouti est un pays qui a une balance alimentaire déficitaire, des taux d'éducation et de santé très faibles et a été classé 147ème sur 169 pays dans l'Indice de développement humain 2010 des Nations Unies.

Djibouti est caractérisé par un climat aride à semi-désertique qui rend le pays extrêmement sensible aux sécheresses et à la rareté de l'eau. Le pays dispose d'une pluviométrie fluctuante avec un régime de pluie abrupte et une pluviométrie moyenne de l'ordre de 150-300 mm, des températures moyennes comprises entre 17°C et 42°C et des taux d'évapotranspiration de l'ordre de 2000 mm par année. Le climat de Djibouti a clairement une hydrologie très incertaine avec des fréquentes périodes de sécheresse et un stress hydrique chronique et ces caractéristiques seront exacerbées par le changement climatique avec des implications larges au niveau de l'économie nationale, l'insécurité alimentaire et le développement humain de façon général.

Djibouti a souffert d'une sécheresse pluriannuelle entre 2008 et 2012. Ces sécheresses ont provoqué des pénuries d'eau en milieu rural pour les utilisations humaines, animales et pour l'agriculture, les ressources en eau et les revenus des ménages ruraux, et en particulier l'élevage, la colonne vertébrale de l'économie en milieu rural.

En matière de ressources en eau, des nombreux puits ont tari et plusieurs forages ont vu baissé le niveau de la nappe phréatique. La sécheresse a également entraîné la salinisation de nombreux puits et forages et notamment au niveau des zones côtières à cause du déséquilibre production-recharge. En 2012 et 2013, bien que la pluviométrie a été meilleure par rapport à la période 2008-2012 (Aout 202), les nappes ne se sont pas rechargées correctement et des risques importants subsistent encore dans certaines zones du pays.

La diminution des pâturages combinée avec la diminution des niveaux des nappes, a entraîné d'importantes pertes de cheptel et forcé l'exode des populations rurales vers les villages avoisinants. La possibilité de trouver une cantine scolaire pour les enfants a également été un facteur crucial pour l'installation de ces familles. Par exemple à Assamo on dénombre plus de 300 personnes qui se sont installés dans le village. La diminution des quantités de pluie, la mauvaise recharge de la nappe et l'augmentation des populations entraînent des défis importants pour l'alimentation en eau potable pour certains villages en milieu rural. C'est le cas des villages Assamo, Dhourreh et Guestir.

## **II. Stratégie**

Pour apporter une aide d'urgence aux communautés touchées par les impacts de la sécheresse, le Système des Nations-Unies et le Gouvernement de Djibouti ont lancé plusieurs années successives, des appels humanitaires. En 2013, un appel humanitaire a été lancé également. Les clusters qui interviennent dans le cadre de la réponse humanitaire sont :

- Le cluster WASH qui s'occupe de la réponse humanitaire dans le domaine de l'eau, la sanitation et l'hygiène ;

- Le cluster Sécurité alimentaire qui est chargé de la réponse dans le domaine de la sécurité alimentaire ;
- Le Cluster Santé ;
- Le cluster Nutrition
- Le cluster Relèvement précoce ;
- Le cluster Réfugiés et Migrants

Le projet sera mis en œuvre dans le cadre des interventions du cluster WASH mais avec un objectif également de contribuer à la résilience des communautés à travers le développement d'infrastructures plus résistantes aux futures sécheresses.

En effet le projet va construire trois galeries d'infiltration dans les Oued Assamo, Guestir et Dhourreh. Contrairement aux puits peu profonds classiques, les galeries d'infiltration permettent d'avoir accès un des volumes d'eau plus importants et sont plus résistantes à la sécheresse. Grâce à leurs dimensions plus grandes et leur forme allongée dans l'Oued, les galeries d'infiltration captent les eaux de la nappe alluviale sur une surface beaucoup plus importante. Grâce à ces galeries d'infiltration, il sera possible non seulement de répondre aux besoins urgents de la population en eau, mais aussi de prémunir ces mêmes populations contre des risques d'assèchement des puits.

### **Arrangements de gestion**

La durée du projet s'étalera sur 6 mois et fera l'objet de la modalité d'exécution directe. L'exécution et la mise en œuvre des activités opérationnelles du projet seront réalisées par le PNUD conformément aux procédures pertinentes applicables du POPP. L'UNFD assurera le suivi du projet pour la contrepartie nationale et désignera un directeur de projet pour assurer cette fonction. La Direction des Grands Travaux du Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Elevage et des Ressources Halieutiques assurera un rôle de conseil et de soutien technique pour le projet. Par ailleurs il sera recruté un cadre de l'UNFD pour assurer le suivi social des activités sur le terrain.

Un comité de pilotage du projet sera mis en place. Il a pour objectif d'orienter les décisions du projet, d'apporter des mesures correctives et d'avaliser les plans de travail. Le comité peut être sollicité par l'agence d'exécution ou le Directeur national du projet pour certaines décisions. Le comité de pilotage se compose de rôles et responsabilités qui réunissent les différents intérêts impliqués et exigés par le projet. Il comprendra l'ensemble des partenaires et des bénéficiaires. Il comporte trois fonctions essentielles qui sont les suivantes:

L'Exécutif. Cette fonction est en fait relative à l'appropriation du projet est exercée par l'UNFD

Principaux fournisseurs. Cette fonction qui porte sur la faisabilité technique du projet sera assumée par le partenaire chargé de l'exécution et de la réalisation du projet en l'occurrence le PNUD.

Principaux bénéficiaires. Cette fonction qui se propose de veiller à la réalisation des objectifs du projet sera assumée par les représentants des communautés.

### **Cadre de suivi & évaluation**

La référence principale en matière de suivi et d'évaluation sera le cadre défini dans le CPAP. Toutefois, il y'a lieu de préciser un certain nombre de points.

En conformité avec les procédures et politiques de programmation énoncées dans le Guide de l'Utilisateur du PNUD, le projet fera l'objet d'un suivi à travers les étapes suivantes :

Dans le cycle annuel au cours de la période d'exécution du projet :

- Sur une base trimestrielle, une évaluation sur la qualité documentera l'avancée vers l'accomplissement des résultats clés
- Un registre des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour par le Gestionnaire du Projet pour faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou des requêtes pour des changements
- Sur la base des informations ci-dessus enregistrées dans atlas, un rapport d'Avancement Trimestriel (R.A.T) sera soumis par le Gestionnaire de Projet au Comités de Projet à travers la Garantie de projet en utilisant le format de rapport standard disponible dans l'Executive Snapshot ;
- Un registre des leçons apprises sera activé dans IPSAS et mis à jour pour s'assurer de l'apprentissage et l'adaptation continue dans l'organisation et faciliter la préparation du rapport des leçons apprises à la fin du projet.
- Un plan de suivi du calendrier sera activé dans IPSAS et mis à jour pour assurer un suivi des actions/événements de gestions clés. En outre deux éléments importants le suivi et la gestion sont assumés par les fonctions suivantes.

A l'issue de la période d'exécution du projet une évaluation finale du projet sera réalisée conformément aux règlements applicables du PNUD. Les conclusions du rapport final seront partagées avec les destinataires idoines.

**Garantie du projet.** La fonction de garantie est la responsabilité de chaque membre du comité de pilotage. Cette fonction soutient le Comité de Pilotage du projet et exécute des fonctions objectives et indépendantes de contrôle et de suivi. Pendant le processus de gestion d'un projet, cette fonction assure la gestion et l'achèvement des étapes importantes. Le PNUD nomme une personne pour effectuer ce suivi obligatoire.

**Directeur du projet.** Cette fonction sera assumée par un responsable de la gestion journalière du projet et des décisions pour le projet. Sa principale fonction est d'assurer que les résultats spécifiés dans le document du projet sont atteint selon les standards et les qualités et dans le délais et cout fixés au départ. Il sera nommé par le partenaire d'exécution.

Le responsable du projet préparera à l'attention des parties concernées et en collaboration avec les autorités de tutelle et les partenaires extérieures concernés, un programme de travail semestriel des activités du projet pour l'assistance technique et mettre en place un cadre institutionnelle dont les rôles de responsabilités de diverses structures nationales bénéficiaires, d'une part et de l'assistance technique à travers le projet, d'autre part seront clairement définis.

### **Contexte Legal**

Le présent projet constitue l'instrument visé à l'article 1, paragraphe 1 de l'Accord standard d'assistance de base entre le gouvernement de la République de Djibouti et le PNUD signé par les parties concernées le 5 octobre 1979.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au présent projet qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD, à condition que celui-ci ait l'assurance que les autres signataires du document de projet, n'ont pas d'objection aux changements proposés:

- a) les révisions n'ayant pas d'incidences notables sur les objectifs immédiats, les résultats et les activités du projet, mais qui tiennent à l'évolution des apports déjà convenus ou aux

augmentations de coûts dues à l'inflation; étant bien entendu que toute augmentation due à l'inflation, ou à toute autre raison, sera à la charge du gouvernement.

Plan de travail annuel

Année 2014

PRODUITS DU CP ATTENDUS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&amp;E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ		
		1erT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget Montant	
		X	X	X	X	PNUD/ UNFD	PNUD (CERF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Per diem pour le staff PNUD, UNFD et le consultant</i></li> <li>• <i>Fuel</i></li> </ul>	1.680 \$
	<b>Activités 1: Identification des Sites potentiels</b>					PNUD/ UNFD	PNUD (CERF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Matériels de construction,</i></li> <li>• <i>Coût location machine</i></li> <li>• <i>Sécurisation du chantier (recrutement de 4 gardiens par site)</i></li> <li>• <i>Coûts de la logistique</i></li> </ul>	118.000 \$
	<b>Activités 2 : Construction des galeries d'infiltration</b>					PNUD/ UNFD	PNUD (CERF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Location de voitures</i></li> <li>• <i>Per diem</i></li> <li>• <i>Fuel</i></li> </ul>	2.825\$
	<b>Activités 3: Suivi-évaluation des activités</b>								

	Activités 4: Soutien à la mise en œuvre du projet			PNUD/UNFD	PNUD (CERF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Honoraires consultants spécialiste hydraulique</li> <li>• Honoraires consultants UNFD ;</li> <li>• Suivi médiatique ;</li> <li>• Communication ;</li> </ul>	17.000 \$
Sous-total budget activités							139.505 \$
Coûts indirects (GMS)							9.765 \$
Total du projet							149.270 \$